



De l'autre côté de l'UE- Nouvelles Agro-agri de Roumanie

Agriculture et agroalimentaire

Cette septième lettre agro vous propose un retour sur les principales informations agri-agro pour la Roumanie. Elle a pour objectif de faire le suivi des évolutions du secteur aussi bien dans le domaine de la politique agricole, des politiques alimentaires et sanitaires que des informations sectorielles et principaux investissements. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions !

De l'autre côté de l'UE-	1
1. Politique agricole nationale roumaine et PAC	4
Octobre 2019 – Augmentation des surfaces semées en maïs et tournesol	4
Octobre 2019 – Venue de deux experts français pour une formation dans le domaine des stages en entreprises agricoles	4
Octobre 2019 – OLAF : la Roumanie n°1 dans la fraude de fonds européens pour l'agriculture et le développement rural	4
Octobre 2019 – Blocage à la commission d'agriculture concernant la loi sur la vente de terres	4
Octobre 2019 – Nouvelle attaque d'ours meurtrière	4
Octobre 2019 – Face au déficit de la balance commerciale « agri agro », la Roumanie doit adopter une approche différente vis-à-vis du secteur agricole	4
Novembre 2019 – Légalité du processus d'acquisition d'un hélicoptère par une institution Etatique remise en question	5
Novembre 2019 – Contrôle des activités de la Maison du Commerce Unirea	5
Focus Forêt : port d'armes/ estimations coupes illégales et projet de loi pour limiter les exportations	5
Décembre 2019 – Le Sénat adopte un projet autorisant la chasse aux cormorans	6
Décembre 2019 – La BEI signe « l'initiative pour les PME en Roumanie »	6
Décembre 2019 – L'agence nationale de la pêche devra rembourser 3,2M€ de fonds européens pour la bourse aux poissons de Tulcea	6
Janvier 2020 – Priorités du Ministre	6
Janvier 2020 – Le ministre Adrian Oros a participé à la semaine verte de Berlin : promotion des produits roumains et rencontres bilatérales	7
Janvier 2020 – Rencontre avec l'Ambassadeur de Jordanie en Roumanie	7
Février 2020 - Subventions à destination des producteurs d'ail	8
Février 2020 – Rencontre avec l'ambassadeur qatari sur la collaboration agroalimentaire	8
Février 2020 – Augmentation de la production de légumineuses	8
Février 2020 – Nouveautés pour le programme « Tomates »	8



Février 2020 – Procédure d’infraction lancée à l’encontre de la Roumanie pour non-action contre la déforestation illégale.....	9
Février 2020 – Annonces d’Adrian Oros sur la Politique Agricole Commune (PAC).....	9
Février 2020 – Prix de la viande d’agneau.....	9
Février 2020 – Emil Dumitru, Secrétaire d’Etat à l’Agriculture, s’est exprimé sur la PAC....	10
Février 2020 – 119 personnes issues du privé embauchés par l’AFIR sans concours.....	10
Février 2020 – Lancement de «la plus grande campagne de boisement de la décennie».....	10
2. Politiques alimentaires et sanitaires.....	10
Octobre 2019 – Extension de la zone de restriction pour la commercialisation de porc	10
Octobre 2019 – Les transformateurs du secteur porcin mal en point se tournent vers l’importation	11
Octobre 2019 – La loi sur les doubles standards adoptée par le Sénat.....	11
Octobre 2019 – L’INS publie un rapport sur les habitudes alimentaires des roumains.....	11
Novembre 2019 – L’alimentation « saine » de plus en plus importante pour les roumains	11
Point consolidé sur le suivi de l’accident de Midia : enjeux sur les autorisations d’exports vivants et marchés	11
Décembre 2019 – Carrefour : le Ministre de l’agriculture et l’Ambassadrice de France inaugure un nouveau magasin innovant.....	12
Décembre 2019 – L’ANSVSA promeut une utilisation raisonnée des antibiotiques.....	13
Décembre 2019 – Agriculture : herbicides, pesticides les plus utilisés en Roumanie en 2018..	13
Janvier 2020 – Deux foyers liés de grippe aviaire hautement pathogène(H5N8) en Roumanie	13
Février 2020 - Peste porcine africaine (PPA) : actualisation sur l’épidémie.....	13
Nouvelle stratégie de lutte contre la PPA	14
Autorisation dérogatoire sur les NNI	14
Février 2020 – Vers une réouverture des foires aux animaux ?.....	15
Février 2020 – L’ANSVSA affirme « qu’aucune viande virale » de Chine n’a été importée...	15
Février 2020 – Des hauts et des bas sur les prix agricoles	15
3. Actualités filières et investissements	15
Octobre 2019 – Festival du vin et de la gastronomie roumaine	16
Octobre 2019 – La saucisse de Plescoi et le Telemeaua : deux nouvelles IGP	16
Octobre 2019 – Bonnes récoltes pour le blé et l’orge, moins pour le colza	16
Octobre 2019 – Accord entre Agricost et EximBank pour un financement de 28,8M €.....	16
Octobre 2019 – Rachat de Good People par Unilever.....	16
Octobre 2019 – Inauguration du plus grand silo de Méditerranée et mer Noire à Constanta.	16
Octobre 2019 – Augmentation des importations de tomates	16
Octobre 2019 – Projet de loi autorisant le port d’armes par les gardes forestiers Erreur ! Signet non défini.	
Octobre 2019 – Auchan Roumanie lance des points de collecte d’huile alimentaire utilisée ...	17
Octobre 2019 – Le conseil de la concurrence étudie la fusion acquisition de groupes spécialisés en transformation de viande.....	17



Octobre 2019 – Les entreprises du secteur agricole voient leur chiffre d'affaires à la hausse.	17
Octobre 2019 – Le président Klaus Iohannis renvoie une loi d'aide Etatique aux éleveurs de buffle au parlement pour réexamen	17
Octobre 2019 – Tenue de la 1^{ère} Journée Nationale de la Gastronomie et du Vin.....	17
Octobre 2019 – Pavillon français au salon international de l'agriculture de Bucarest.....	18
Novembre 2019 – Besoin d'un plan de modernisation de l'agriculture roumaine	18
Novembre 2019 – Le directeur de la CCIR encourage les entreprises turques à s'implanter en Roumanie pour bénéficier des avantages de l'UE	18
Décembre 2019 – Eco-romania promeut le tourisme rural et écologique sur Youtube.....	18
Décembre 2019 – Holzindustrie Schweighofer change de nom et devient HS Timber GroupHolzindustrie	18
Décembre 2019 – Lorraine Romania (belge) investit 12,5 millions d'euros dans une nouvelle ligne de production dans son usine en Roumanie.....	19
Décembre 2019 – Coface: Secteur de la fabrication de produits laitiers et fromagers - Évolution négative des revenus en 2018.....	19
Février 2020 – Le demi lourd roumain, un des chevaux les plus forts du monde	19
Février 2020 – Importants dégâts dans les forêts, causés par des événements climatiques extrêmes.....	20
Février 2020 – Deuxième édition du programme de Carrefour « Nous développons le bio roumain ! ».....	20
Février 2020 – Prévisions de sécheresse pour l'été à venir	20
Mars 2020 – Profit d'Agricover Crédit IFN en augmentation de 21% en 2019	20
Mars 2020 – Profit du viticulteur Purcari en augmentation de 18% en 2019	20
Calendrier des événements agricoles et agroalimentaires en Roumanie.....	21



1. Politique agricole nationale roumaine et PAC

Octobre 2019 – Augmentation des surfaces semées en maïs et tournesol

D'après les chiffres du Ministère de l'agriculture les surfaces semées en maïs et tournesol ont augmenté entre 2018 et 2019, de respectivement +10% et +15%. L'ex Ministre Petre Daea a expliqué que cette augmentation de surface était due **au recul du colza** en raison de la sécheresse ayant touché une grande partie du pays dans les premiers mois de 2019. Interrogé sur les chiffres donnés par l'Institut National Statistique (INS) concernant les récoltes de maïs de 2018, Petre Daea a une nouvelle fois affirmé leur validité. Celui-ci en a profité pour annoncer que la Roumanie conservera la première place de l'UE en termes de productions de maïs et de tournesol en 2019. (Source : [Agerpres](#))

Octobre 2019 – Venue de deux experts français pour une formation dans le domaine des stages en entreprises agricoles

Dans le cadre de la coopération entre la France et la Roumanie, deux experts français dans le domaine de l'éducation, et plus précisément de l'enseignement agricole, Paul Ménard et Stéphane Vrévin, ont formé 58 directeurs de lycées agricoles roumains. L'événement organisé par l'Ambassade de France (Conseillère agricole) a permis de présenter aux directeurs de lycées le fonctionnement, les objectifs et l'importance donnée aux stages en entreprises dans la formation agricole française. Le séminaire a été co-organisé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural roumain (MADR), l'Ambassade de France en Roumanie, et le consortium « Fier d'être agriculteur » composé par la Fondation Roumaine-Américaine, World Vision Romania, la fondation Civitas et le Centre Roumain de Politique Européenne (CRPE). (Source : SE Bucarest)

Octobre 2019 – OLAF : la Roumanie n°1 dans la fraude de fonds européens pour l'agriculture et le développement rural

D'après le rapport de l'OLAF, la Roumanie est pour la période 2014-2020, le pays de l'UE **ayant signalé** le plus grand nombre de fraudes concernant les fonds européens pour l'agriculture et le développement rural avec 471 fraudes et 2981 irrégularités. Les formes de fraudes les plus courantes en 2018 étaient l'utilisation de faux documents, les demandes d'aide contrefaites et les déclarations fictives de produits, d'espèces ou terres. Les statistiques de l'OLAF montrent que le nombre de fraudes avec des fonds européens dans le secteur de l'agriculture a diminué en moyenne au niveau de l'UE mais s'est concentré et a augmenté dans un petit nombre d'États. (Source : [G4media](#))

Octobre 2019 – Blocage à la commission d'agriculture concernant la loi sur la vente de terres

A l'occasion d'une conférence de presse, le secrétaire d'Etat à l'agriculture, Claudiu Sorin Rosu Mares, a annoncé le blocage au niveau de la commission de l'agriculture de la Chambre des députés du projet de loi sur la vente de terres pour cause d'incompréhensions entre acteurs. Il a ainsi exprimé la divergence d'opinions entre petits et gros agriculteurs (en termes de surfaces) concernant le montant du plafond d'achat de terres. Ionel Arion, président de la fédération d'associations ProAgro, a fait part du danger que représentaient les agriculteurs étrangers venant acheter des surfaces considérables en Roumanie. (Source : [Agerpres](#))

Octobre 2019 – Nouvelle attaque d'ours meurtrière

Une nouvelle attaque d'ours s'est déroulée dans le département de Mures (nord du pays) provoquant la mort d'un homme d'une 60aine d'années. C'est la troisième attaque d'ours survenue depuis le mois de septembre. Elle intervient peu de temps après la décision du Sénat, très contestée par les associations de défenses animales (cf lettre agri-agro n°6), d'autoriser la chasse à l'ours au même titre que le gibier. (Source : [Agrointel](#))

Octobre 2019 – Face au déficit de la balance commerciale « agri agro », la Roumanie doit adopter une approche différente vis-à-vis du secteur agricole

A l'occasion d'une conférence dédiée à la place de l'agriculture dans l'économie, le secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture Daniel Botanoiu, a annoncé qu'entre avril 2017 et octobre 2019 (2 ans et sept mois) la Roumanie a exporté pour une valeur de **10 Mds €** mais a importé pour une valeur de **16 Mds**



€ soit une balance commerciale déficitaire de 6Mds € pour le secteur « agri-agro » sur cette période. Celui-ci a alors mis en avant le besoin pour des mesures incitatives à l'investissement dans le secteur de la **transformation** et le besoin de développer les zones rurales. La Roumanie se doit, toujours d'après Mr. Botanoiu, d'adopter une approche différente vis-à-vis de l'agriculture afin de créer plus de **produits à haute valeur ajoutée**. Toujours vis-à-vis de la balance commerciale, le président Klaus Iohannis a souligné à l'Indagra (salon international de l'agriculture de Bucarest) que des mesures stratégiques d'urgence devaient être prises pour inverser la tendance. Le président est convaincu que l'agriculture peut être un véritable « fer de lance » pour la croissance économique à condition que le nouveau ministre agisse avec sagesse et responsabilité. Il a par ailleurs encouragé les agriculteurs roumains à accéder au maximum de fonds européens. (Source : [Agerpres](#), [Bursa](#), Service Presse de l'Ambassade de France)

Novembre 2019 – Légalité du processus d'acquisition d'un hélicoptère par une institution Etatique remise en question

Le Ministre de l'agriculture Adrian Oros s'est dit vérifier la légalité du processus d'acquisition lancé durant le mandat de Petre Daea d'un hélicoptère d'une valeur de 7,4 M€ par l'Agence Nationale de la Pêche et de l'Aquaculture (ANPA), institution relevant du Ministère de l'agriculture. Il a de même annoncé être en train d'étudier les raisons qui ont poussé Daea à signer une ordonnance sur la concession des terres halieutiques. (Source : [Agerpres](#))

Novembre 2019 – Contrôle des activités de la Maison du Commerce Unirea

Suite à une réunion entre des membres du conseil d'administration de la Chambre du Commerce Unirea et le Ministre de l'Agriculture, Adrian Oros, ce dernier a demandé à l'organe de contrôle de procéder à un contrôle de fond sur l'ensemble des activités de la société. Au cours de la réunion, les membres du conseil ont laissé entendre que la Maison du Commerce éprouvait de graves problèmes dans la gestion des finances. (Source : [Digi24](#))

Focus Forêt : port d'armes/ estimations coupes illégales et projet de loi pour limiter les exportations

Suite à une demande de l'UE, un projet de recherche a été créé en 2008 avec l'aval du gouvernement, l'Inventaire National Forestier, visant à étudier les forêts roumaines sur une période de 10 ans, dont les prélèvements de bois. Les résultats donnent ainsi près de 38 M de m³ de bois coupé tous les ans lorsque 18 M de m³ seulement sont coupés de manière légale. En moyennant le prix d'un mètre cube de bois à 50€, les experts ont estimés les pertes à 1Mds € de bois prélevé illégalement et donc non taxé. Les résultats de l'étude ont été transférés à l'Institut National de Recherche et Développement Forestier (INRDF) qui aurait alors omis cette information clé dans la rédaction du nouveau rapport envoyé au Ministère de l'eau et des forêts. Malgré la confirmation de nombreux autres experts de l'UE quant à la solidité de l'étude, le directeur de l'INRDF Ovidiu Badea soutenu par le directeur général de Romsilva, Gheorghe Mihailescu, ont critiqué les résultats de l'étude expliquant qu'ils n'étaient pas fiables. De son côté Romsilva estime la quantité de bois coupé illégalement à 50 000 m³ par an, soit 400 fois moins que les chiffres annoncés par l'étude. La Direction des enquêtes sur le crime organisé et le terrorisme (DIICOT) a ouvert une enquête. Plus tard dans le mois, environ 4 000 personnes ont manifesté à Bucarest, devant le ministère des Eaux et Forêts, contre la déforestation illégale. La « Marche pour la forêt » a été organisée par plusieurs organisations environnementales et des événements similaires ont eu lieu à Bistrița, Cluj, Brașov et Iași. (Source : ACTmedia, [G4Media](#), Service de Presse de l'Ambassade de France en Roumanie)

Le gouvernement envisage d'interdire les exportations de grumes vers des pays non membres de l'Union européenne, interdiction qui n'est pas possible au sein de l'UE.

A noter également qu'une loi a été promulguée le 9 décembre par laquelle le personnel forestier ayant des fonctions de garde sera doté d'armes de service (Agerpres).

Dans le même temps, la presse rappelle que l'année 2019 devrait être une année record pour le secteur forestier avec un chiffre d'affaires de 2,5 Mds € pour 6000 entreprises, soit 100 M€ de plus que l'année dernière. Dans le même temps, les ONG estiment que la forêt roumaine perd 3ha toutes les heures.



De son côté, la communauté des entreprises du bois met en garde contre l'évolution de la crise dans l'industrie du bois et du meuble, secteur pourtant porteur en Roumanie (l'industrie roumaine du meuble se classe 11e au monde et 5e dans l'UE). Selon les informations fournies par l'Institut national des statistiques, il y a eu une baisse de 8% cette année dans l'industrie du meuble et une baisse de 5% dans le secteur primaire. Il y a une tendance à la hausse des importations de meubles, une augmentation des importations de bois, une très forte augmentation des importations de bois ronds. (Source : Actmedia, G4 media)

Décembre 2019 – Le Sénat adopte un projet autorisant la chasse aux cormorans

Les sénateurs ont adopté un projet législatif qui prévoit la chasse des grands cormorans en Roumanie, afin de ré-équilibrer les populations et préserver le secteur de la pêche. Les cormorans sont des oiseaux qui causent des dommages aux fermes aquacoles en absence d'ennemi naturel. Bien que des méthodes alternatives aient été utilisées pour protéger la production piscicole - filets, canons, épouvantails... ces oiseaux s'y habituent de sorte qu'elles sont devenues inefficaces.

La Roumanie importe 80 000 tonnes de poissons pour répondre à la demande du marché. Les dommages causés par les cormorans dans le secteur de la pêche s'élèvent à environ 20 000 tonnes par an, tandis que la production aquacole enregistrée ces dernières années est d'environ 12 000 tonnes par an. (Source : Agerpres et G4media)

Décembre 2019 – La BEI signe « l'initiative pour les PME en Roumanie »

En partenariat avec 9 banques, la BEI souhaite faciliter l'accès aux crédits des entrepreneurs locaux. Les secteurs ciblés sont l'innovation, l'environnement, les infrastructures, la lutte contre le changement climatique et la cohésion. En partenariat avec le Fonds européen pour l'investissement, ce sont 1,5 Mds € qui seront mis à disposition des PME via les 9 banques partenaires, la BEI prendra 60% du risque.

Par exemple, en termes d'innovation, un projet a été soutenu dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire avec une entreprise de Cluj qui fabrique une machine intelligente pour reconnaître la nature et la quantité de l'alimentation jetée pour adapter les préparations et les menus.

Concernant l'agriculture, la BEI considère que l'augmentation des exportations de céréales est une forte opportunité et va poursuivre son soutien via deux entrées : avec les banques commerciales et partenariat avec des institutions non financières comme Agricover pour donner des financements et des garanties et réduire les demandes collatérales et les intérêts. La BEI invite également les banques à cibler 10% de leurs prêts à destination des jeunes agriculteurs et cofinance les contributions gouvernementales aux fonds du développement rural. (Source : ACT Media)

Décembre 2019 – L'agence nationale de la pêche devra rembourser 3,2M€ de fonds européens pour la bourse aux poissons de Tulcea

Le ministre de l'agriculture a annoncé que la Commission européenne avait notifié la Roumanie du remboursement de 3,2 M€ alloués à l'agence nationale de la pêche pour le financement de la bourse aux poissons à Tulcea suite à des irrégularités dans la mise en œuvre du projet. Le Ministre a demandé un audit au corps de contrôle de son ministère pour clarifier ces irrégularités. Actuellement la Roumanie importe 85% du poisson consommé. (Source: Actmedia)

Janvier 2020 – Priorités du Ministre

La PAC qui reste sa priorité pose question sur les taux de ciblage pour les aides environnementales. Le Ministre indique des rencontres avec les autres pays de l'Est (versus pays nordiques) pour parfaire une position commune sur le taux avancé de 40%.

Concernant le plafonnement des aides, il indique réfléchir sans pour autant changer la position nationale. Il considère le sujet complexe et, se dit principalement intéressé par le soutien des plus petites



exploitations (redistribution) car les grandes exploitations auraient aussi des actionnaires étrangers, et que les petites et moyennes structures ont des impacts sur la vie rurale.

Sur la politique nationale, il confirme la baisse du budget pour le ministère de l'agriculture et se dit en attente de complément lors de la rectification budgétaire pour le secteur porcin notamment (40 M€ pour la PPA).

Sur ses secteurs de prédilection, sanitaire vétérinaire, il indique vouloir travailler sur le génotypage scrapie mais aussi des performances génétiques.

Concernant l'accident Midia, le projet de loi qu'il avait initié étant encore député devra permettre d'améliorer les contrôles pour obliger les transporteurs à satisfaire les conditions. Les transporteurs pouvaient ne plus les respecter dès qu'ils sortaient des eaux territoriales.

Enfin, il confirme la poursuite de certaines mesures (nationales) mises en place par le ministre précédent (PSD) et en relancer d'autres :

- programme tomates ;
- arrêt de la *casa de commerce Unirea* (car pas de marché) mais souhaite quand même aider les petits agriculteurs par la coopération – 5 M€ doivent être rendu à la commission européenne suite à des irrégularités ;
- Une commission d'audit va contrôler diverses agences dont l'agence des domaines de l'Etat en charge de redistribuer le foncier ;
- il veut mettre en place des chambres d'agriculture – au début ce seront les directions agricoles qui vont les administrer – en 5 ans l'Etat se retirera (privatisation) – au début l'Etat devra s'impliquer ensuite se retirer – le modèle hongrois semble intéresser.
- sujet banque de gènes (scandale avant les vacances suite au changement de directeur) : travail avec l'académie et les Universités (4 USAMV + Craiova) pour clarifier les besoins et la répartition des budgets

Enfin, le Ministre a annoncé vouloir faire de son mandat une lutte contre les chasseurs de subventions qui n'investissent en agriculture que pour récupérer des fonds nationaux et européens. Il indique réfléchir à un seuil de 80% à réaliser dans l'agriculture pour être considéré comme agriculteur véritable. (Sources : CAA et [journal de Cluj](#))

Janvier 2020 – Le ministre Adrian Oros a participé à la semaine verte de Berlin : promotion des produits roumains et rencontres bilatérales

A l'occasion de la semaine verte de Berlin, le Ministre Oros a inauguré le stand de la Roumanie qui présentait les produits traditionnels roumains.

Il a également eu des rencontres bilatérales et échanges avec plusieurs homologues ou représentants d'organisations. On notera : les Etats-Unis représentés par l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de la FAO à Rome, la République de Moldavie (PPA), Kazaskthan (sujets commerciaux et coopération universitaire), Turquie, Biélorussie, Hongrie (grippe aviaire et chambre d'agriculture) et Lituanie. Mais également E.S. l'Ambassadrice Josefa SACKO, Commissaire pour l'économie rurale et l'agriculture de l'Union africaine, QU Dongyu, DG de la FAO, Ken ASH, directeur pour l'agriculture et le commerce à l'OCDE. Le ministre a réitéré à cette occasion l'importance et l'implication active du MADR dans le soutien de l'adhésion de la Roumanie à l'OCDE.

Sources : [MADR](#) et [lien](#)

Janvier 2020 – Rencontre avec l'Ambassadeur de Jordanie en Roumanie

Le Ministre a rencontré l'Ambassadeur de Jordanie en Roumanie en début d'année sur les questions des échanges commerciaux : fruits et légumes en provenance de Jordanie, et céréales et ovins en provenance de Roumanie. Les questions de transport des animaux vivants ont été abordées.

Sources : MADR

**Février 2020 - Subventions à destination des producteurs d'ail**

Les producteurs d'ail pourront toucher près de 15 000 lei/hectare (environ 3 000 €) dans le cadre du programme de soutien à la production d'ail. Le budget total de la mesure est de 7,5 M lei, soit 1,58M€. Les exploitations ne pourront pas toucher plus de 20 000€ sur les trois derniers exercices. Pour bénéficier de l'aide, il faut produire de l'ail sur au moins 3 000m² en ayant un rendement supérieur à 3 000kg/ha, ainsi qu'être inscrit sur les registres territoriaux et témoigner des traitements phytosanitaires appliqués aux cultures.

En 2017, 9 974 ha sont cultivés en ail. La consommation annuelle est de 2,2 kg/habitant (soit 1,41% de la consommation totale de légumes). Ces dernières années, la production d'ail en Roumanie a diminué de 20%, passant de 67 000 t en 2010 à 55 000 t en 2017, entraînant une augmentation des importations (6 095 t en 2017). Le déficit de la production d'ail serait lié à des coûts de production élevés, à la pénurie des semences de variétés locales, au manque d'équipements, ainsi qu'au manque d'espaces destinés à la bonne conservation et au conditionnement. (Source : [Agerpres](#))

Février 2020 – Rencontre avec l'ambassadeur qatari sur la collaboration agroalimentaire

Le ministre de l'Agriculture, Nechita-Adrian Oros, a rencontré l'ambassadeur qatari, Abdulla Nasser A. Alhemaidi, afin d'échanger sur la relation bilatérale et le renforcement des échanges entre les deux pays. Les qataris sont intéressés par les céréales et les animaux vivants. L'ambassadeur souhaiterait voir plus de produits agroalimentaires sur le marché qatari, en raison de la qualité des produits, notamment pour l'huile, la farine et le maïs. Adrian Oros a rappelé l'ancienneté de la relation entre les deux pays, ainsi que la signature d'un mémorandum à propos de la coopération agricole en Novembre 2018 entre le MADR et le Ministère de la Municipalité et de l'Environnement qatari. Selon le ministre, il est important pour les éleveurs de moutons d'entretenir des relations durables avec les entrepreneurs qataris pour favoriser l'export. Il a également renouvelé une demande de remplacement des animaux vivants par de la viande congelée, notamment en été, afin de s'aligner sur les recommandations européennes. Le remplacement progressif des animaux vivants par de la viande congelée se reflètera dans la qualité de la viande et évitera les mauvais effets du transport d'animaux, a-t-il annoncé. Le second parti a accepté, mais a également évoqué la possibilité d'effectuer le transport des animaux par avion. La Roumanie sera présente au Salon International de l'Agriculture AGRITEQ du 17 au 20 mars 2020. (Source : Actmedia)

Février 2020 – Augmentation de la production de légumineuses

Selon les dernières données d'Eurostat, la production de légumineuses a quadruplé en une décennie, passant de 61 000 tonnes en 2010 à 265 000 tonnes en 2019. Parmi les pays de l'Union Européenne, seule la Lituanie a fait un bond similaire, passant de 70 000 à 293 000 tonnes. Les trois plus gros producteurs de l'UE sont la France (835 000 t en 2018), l'Espagne (691 000 t) et la Pologne (475 000 t), mais tous trois sont en déclin.

Concernant la superficie, elle a doublé en Roumanie au cours de la décennie, passant de 49 000 ha en 2010 à 119 000 ha en 2019. La Roumanie se place notamment derrière l'Espagne (432 000 ha en 2019), la France (293 000 ha en 2018) et la Pologne (252 000 en 2018).

La productivité à l'hectare en Roumanie a été de 2,2 t/ha, en augmentation par rapport à 2018 (1,4 t/ha). La même année, dans l'UE, si l'on exclut la Grande-Bretagne, la superficie cultivée était de 2,17 millions d'hectares et la production s'élevait à 4,11 millions de tonnes, ce qui donne un niveau moyen de 1,9 t/ha. (Source : [jurnalul.ro](#))

Février 2020 – Nouveautés pour le programme « Tomates »

Le programme de soutien aux producteurs de tomates a été renouvelé pour l'année 2020, mais présente de nombreux changements par rapport à l'année précédente. Le budget annoncé est de 40 M€, contre 62



l'année dernière, et ne sera accordé qu'aux tomates de cycle I (livrées entre janvier et juin), sous réserve d'évolution lors de la rectification du budget cet été. Ainsi, le montant des subventions perçus pourrait être inférieur à celui de l'an dernier, puisqu'il dépend du nombre d'agriculteurs inscrits pour le programme et qu'il devrait être plafonné à 3 000€. De plus, le plafond passe à 20 000€ sur trois ans, contre 15 000€ l'an dernier. Cependant, la date limite de demande a été repoussée au 15 avril (contre 20 mars l'an dernier), et le délai de récolte des minima a été allongé au 15 juin (contre le 31 mai), avec une date limite de dépôt des pièces justificatives le 30 juin. De plus, le minimum de productivité a été rehaussé, passant de 2 000 à 3 000 tonnes pour 1 000 m². Une formation sur les règles d'utilisation des produits phytosanitaires sera dispensée. Les bénéficiaires seront tenus de remplir un registre des traitements phytosanitaires, qui sera contrôlé par l'Autorité phytosanitaire nationale. Le registre comportera le type de traitement, sa date et son lieu d'application, la date de récolte et de vente, ainsi que les coordonnées de l'utilisateur des phytosanitaires. Des représentants des départements agricoles effectueront également des contrôles avant la récolte, notamment pour s'assurer de la surface cultivée et de la présence ou absence de zones protégées (serres, panneaux solaires). (Source : Adevarul.ro)

Février 2020 – Procédure d'infraction lancée à l'encontre de la Roumanie pour non-action contre la déforestation illégale

Une procédure d'infraction a été lancée à l'encontre de la Roumanie par la Commission Européenne (CE) en raison de la déforestation illégale, estimant que la législation roumaine ne permettait pas aux autorités de préciser les quantités de bois illégalement prélevées dans la forêt et d'appliquer des sanctions. Cela faisait trois ans que la Commission alertait sur la situation. La CE reproche notamment à la Roumanie son manque de transparence. De plus, la Commission a souligné le fait que les autorités roumaines autorisent les exploitations forestières sans étude d'impact préalable sur les habitats protégés, contrairement à ce que prévoit la directive Habitats. Il a également été noté les lacunes pour l'accès du public aux données sur la gestion forestière.

La Roumanie dispose maintenant d'un mois pour prendre des mesures concrètes concernant la déforestation illégale. Si aucune action n'est menée, la CE pourra saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne, qui statuera sur la violation de la législation communautaire, et fixera par la suite le montant d'une amende journalière. (Source : Adevarul)

Février 2020 – Annonces d'Adrian Oros sur la Politique Agricole Commune (PAC)

Les parlementaires ont reproché au ministre de l'Agriculture, Adrian Oros, de ne pas lutter contre le plafonnement des aides, de ne pas soutenir les grands agriculteurs et d'avoir 5 Secrétaires d'Etat au lieu de 3. Le ministre s'était auparavant rendu à Bruxelles pour discuter du plafonnement des aides par exploitation et par bénéficiaire, où il a été évoqué une diminution du plafond de 300 000€ à 100 000€.

Dans sa réponse aux parlementaires, Adrian Oros a affirmé que la Commission européenne (CE) faisait pression pour faire disparaître le versement de l'Aide Nationale Transitoire (ANT), financée par le budget national, et le Support Zootechnique Couplé (SZC) à partir de 2021. Il a de plus démenti soutenir davantage la ferme familiale que les grands agriculteurs, affirmant qu'il s'était rendu à tous les événements organisés par ces derniers. Il souhaite cependant mettre l'accent sur le soutien à l'agriculture familiale dans le Plan National Stratégique à paraître, notamment pour assurer leur viabilité. Le ministre a également annoncé avoir réuni un groupe de travail avec 8 autres ministres de l'Agriculture, dont les ministres polonais et italiens, pour empêcher le plafonnement, et la suppression de l'ANT et du SCZ.

La Roumanie compte quelques centaines de grandes exploitations, mais également 797 000 exploitations de subsistance et plusieurs milliers d'exploitations familiales. (Source : Agroinfo)

Février 2020 – Prix de la viande d'agneau

Alors que la saison vient de débuter, le prix du kilo d'agneau vivant est de 12-13 lei (2,50-2,70 €) dans la région d'Arges, 13-14 lei (2,70-2,90 €) dans la région d'Arad et 15 (3,11 €) lei à Dobrogea. Il s'agit presque du double par rapport à l'année dernière. Les prix pour Pâques n'ont pas encore été annoncés, mais les agriculteurs espèrent qu'ils resteront si élevés. Le prix de l'agneau au supermarché est de 49,99 lei/kg, et la carcasse de mouton est à 25 lei auprès des producteurs. Les prix (Source : Agrointel)

**Février 2020 – Emil Dumitru, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, s'est exprimé sur la PAC**

Emil Dumitru, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, s'est exprimé sur la Politique Agricole Commune (PAC) à l'occasion du congrès de l'Association des Producteurs de Maïs de Roumanie (APPR). Il a noté que la Roumanie verse chaque années 2 Mds € d'aides directes, tout en ayant une balance agroalimentaire déficitaire de 2 Mds €, et a souligné la nécessité de penser différemment les productions pour créer de la valeur ajoutée. Il a déclaré que les grandes exploitations pourront investir sur le deuxième pilier de la PAC, afin de devenir plus compétitifs. Il a évoqué deux paradoxes du secteur agroalimentaire roumain : les importations importantes de produits de boulangerie malgré les exportations de céréales, et l'incapacité à produire du porc (80% de la consommation intérieure serait importée) malgré une production de maïs importante.

Le plafonnement des aides à 100 000€ par an et par exploitation a été vivement critiqué par les grands agriculteurs qui craignent une perte de compétitivité vis-à-vis des producteurs de l'Ouest, et ils considèrent que l'augmentation des subventions à l'hectare sur les petites exploitations ne permettra de leur faire gagner assez en compétitivité. Emil Dumitru a annoncé sa volonté de défendre les 840 000 producteurs bénéficiaires des paiements directs et leurs 9,7 M ha. Pour rappel, seulement 896 exploitations comptent plus de 1 000 ha, pour une surface totale de 1,8 M ha.

En Roumanie, ce seront plus de 20 Mds € de fonds européens qui seront alloués à l'agriculture entre 2021 et 2027, dont près de 13 Mds pour les paiements directs (en augmentation de 0,5 à 0,6% par rapport au budget actuel), le reste étant réservé au soutien au développement rural (15-16% du budget actuel). Emil Dumitru souhaite également convaincre la Commission de renoncer à choisir 2016 pour calculer les surfaces de référence, ce qui ferait perdre environ 200 M€ à la Roumanie, et plaidera pour considérer l'année 2018 (300 000 ha de plus qu'en 2016). (Source : [Obiectiv](#))

Février 2020 – 119 personnes issues du privé embauchés par l'AFIR sans concours

Le ministre de l'Agriculture par interim, Adrian Oros, a affirmé que 119 personnes issues du secteur privé étaient employées par l'Agence de financement des investissements ruraux (AFIR) sans avoir passé de concours, et que beaucoup d'entre elles bénéficiaient d'argent européen. Adrian Oros a également souligné qu'une simplification des procédures de travail était nécessaire, notamment celles liées à l'évaluation, à l'approvisionnement et au paiement. (Source : [Agro TV](#))

Février 2020 – Lancement de «la plus grande campagne de boisement de la décennie»

Le ministre de l'Environnement par intérim, Costel Alexe, a annoncé une campagne de reboisement qui se veut être «la plus grande de la décennie». Il prévoit notamment la plantation de 2500 nouvelles forêts et l'achèvement de 7000 autres. 1000 hectares de terres publiques improductives seront également boisés. En moyenne sur l'année, le ministre a annoncé que 500 000 arbres seraient plantés par jour, dont plus de 30 000 000 au printemps et 20 000 000 à l'automne sur quelques 13 000 sites. Le ministre souhaite également impliquer les roumains en offrant, le 21 mars, la possibilité à chacun de planter des arbres sur 3 sites sélectionnés dans chaque région. La campagne a été appelée «Les Roumains plantent des arbres : une forêt aussi grande qu'un pays !» (Source : [Le Petit Journal](#))

2. Politiques alimentaires et sanitaires

Octobre 2019 – Extension de la zone de restriction pour la commercialisation de porc

Suite à l'augmentation du nombre de foyers de PPA courant septembre, un comité d'expert de l'UE s'est réuni afin de potentiellement étendre les zones de restrictions du commerce de produits à base de porcs en Roumanie. Les restrictions se fondent sur une note, allant de 1 à 4, donnée à différentes zones suivant la gravité de l'épidémie. Avant ce nouveau comité, une large part de la Roumanie était classée niveau 3 interdisant la vente de porcs vivants ainsi que de produits carnés hors de la zone, une petite part du pays



était classée niveau 2 interdisant seulement le commerce de porcs vivants hors de la zone et enfin une part légèrement plus conséquente classée niveau 1 autorisant le commerce intracommunautaire. D'après le président de la fédération syndicale agroalimentaire Romalimenta, Sorin Minea, une interdiction totale d'exporter des produits à base de porc (soit le niveau 3 pour tout le pays) pourrait s'avérer être un manque à gagner de près de 154 M € par an. (Source : [Hotnews](#), [digi24](#))

Octobre 2019 – Les transformateurs du secteur porcin mal en point se tournent vers l'importation

A l'occasion du salon de l'agriculture de Bucarest Indagra, la directrice exécutive de l'Association roumaine de la viande (ARC), Dana Tanase a déclaré que la baisse de production de viande de porc roumaine impactait le secteur de la transformation. D'après elle, alors qu'en 2018 les membres de l'ARC appartenant au secteur de la transformation utilisaient 95% de viande roumaine, ils n'en ont utilisé que 5% en 2019. En effet, la production de viande de porc entre le 1^{er} semestre de 2018 et celui de 2019 a baissé de -10,5% pour atteindre 206 468 tonnes mais la production industrielle de plats à base de viande de porc (secteur transformation) a augmenté de 9,6%. Les importations de viande ont légèrement diminué pour la même période -3,9% pour atteindre 220 446 tonnes et les exportations ont beaucoup diminué : -53% pour atteindre 5682 tonnes. D'après une étude de Coface Romania, l'industrie de la transformation de viande a perdu entre 2017 et 2018 plus de 210 M€ de chiffre d'affaires en raison de la crise de la PPA. (Source : ACTmedia, [Economica.net](#))

Octobre 2019 – La loi sur les doubles standards adoptée par le Sénat

Le Sénat a adopté à l'unanimité la proposition de loi initiée par Liviu Dragnea sur les **doubles standards** dont la définition était alors la suivante : "*Aux fins de la présente loi, le double standard de qualité des produits ou des services pour les consommateurs signifie une pratique commerciale consistant à mettre un produit sur le marché comme étant identique au même produit vendu dans de nombreux États membres, mais dont la composition ou les caractéristiques sont sensiblement différentes, ce qui incite ou peut amener le consommateur moyen à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement.*" La loi stipule une amende à hauteur de 4% du chiffre d'affaires dans les cas où l'existence d'un double standard est prouvée. Cette loi donne un rôle central à l'Agence Nationale de Protection des Consommateurs (ANPC) qui sera chargée de constater le délit et d'en appliquer les sanctions. Cette loi vise tant les distributeurs que les producteurs. (Source : [G4media](#), [Hotnews](#))

Octobre 2019 – L'INS publie un rapport sur les habitudes alimentaires des roumains

D'après une étude réalisée par l'Institut National Statistique (INS) et présenté à l'occasion de la Journée Mondiale de la Nourriture, les roumains ont consommé en 2018 près de 8 kg de pain, 3,6 kg de viande (en croissance comparé à 2017), 5,6 kg de lait, 8 kg de légumes et 4 kg de fruits par personnes et par mois. L'étude montre par la même occasion des disparités dans la consommation suivant la classe socio-économique : les agriculteurs, chômeurs et employés ont moins tendance à consommer de pommes de terre (dont les prix ont beaucoup augmenté) que les autoentrepreneurs et retraités. (Source : ACTmedia)

Novembre 2019 – L'alimentation « saine » de plus en plus importante pour les roumains

Une étude conduite en mars 2019 sur un échantillon de 1000 personnes a publié des résultats montrant que 69% des roumains choisissent pour leurs repas de la nourriture la plus « naturelle » possible et que 68% cherchent des produits d'origine roumaine. Le rapport explique que l'intérêt de la population pour les régimes sains n'est pas une nouveauté mais est en revanche de plus en plus important grâce entre autres aux différentes campagnes de publicités. (Source : ACTmedia)

Point consolidé sur le suivi de l'accident de Midia : enjeux sur les autorisations d'exports vivants et marchés

Le dimanche 24 novembre un accident a eu lieu dans le port de Midia, département de Constanta : un bateau de pavillon Palaos, le navire Queen Hind, avec un équipage de 22 syriens et libanais et 14 600 ovins vivants à son bord a échoué et a en partie coulé. 200 animaux environ ont été sortis vivants.

Les raisons exactes de l'incident ne sont pas encore connues, une enquête est en cours. Les ONG parlent de surcharge alors que l'ANSVSA indique que la place était suffisante pour les animaux.



Le débat sur les exportations d'animaux vivants a repris en Roumanie. L'ANSVSA a renforcé les équipes de contrôle sur la partie vétérinaire et mis en place une inspection interne sur la DSV Constanta (pour rappel l'ancien CVO récemment démis était également responsable de la DSV Constanta). A noter que l'ANSVSA ne contrôle a priori que l'état des animaux et les conditions de transport, pas l'état des navires ni les compétences des équipages.

Un autre bateau de 16 000 ovins aurait été empêché de partir le 29 novembre mais a finalement reçu une autorisation de départ le 1er décembre.

Une manifestation pro et contre les exportations a eu lieu le 2 décembre devant le ministère de l'agriculture. L'ANSVSA communique régulièrement et en transparence sur la partie qui relève de ses compétences. Le ministre de l'agriculture a tenu une réunion de crise avec les professionnels et le premier ministre s'est également exprimé.

Des efforts sont déployés pour accélérer les actions entreprises par l'ANSVSA, tant par la voie diplomatique qu'institutionnelle, afin de clarifier la situation juridique des animaux sauvés, afin qu'ils puissent être pris en charge jusqu'à la fin de leur vie par les entités qui souhaitent les adopter et qui peuvent leur offrir toutes les conditions nécessaires. De nombreux Roumains ont donné de l'argent pour financer leur entretien, qui --loyer du refuge compris-- s'élève à 5.000 euros par mois. Le bateau et sa cargaison sont encore dans l'eau mais l'appel d'offre pour le renflouage vient d'être conclu (bateau sorti fin février).

Suite aux nombreuses réactions suscitées par l'accident, le premier Ministre, Ludovic Orban a déclaré vouloir interdire les exportations d'animaux vivants à moyen terme mais que l'interdiction brutale d'exportation d'animaux vivants serait une mesure hâtive. Il a rappelé également que 70% des exportations roumaines sont des "céréales en vrac et des animaux vivants ». Il a également rappelé qu'un projet de loi initié par les libéraux Florin Cîțu et Nichita Adrian Oros, (nouvellement nommé ministre de l'agriculture), avait été déposé en juin au Sénat, un projet de loi, et signé par les parlementaires de tous les partis. Il devait permettre d'interdire le transport d'animaux vivants de Roumanie vers les pays arabes dans des conditions inhumaines, dans le contexte de révélations répétées des conditions de transport et d'abattage des animaux (chaleur élevée, humidité et surcharge).

Le projet prévoit entre autres la présence d'un vétérinaire tout au long du transport ainsi que l'interdiction lors de températures élevées. Le projet de loi faisant actuellement l'objet d'un débat au Parlement, la fin des exportations d'animaux vivants serait une mesure « beaucoup plus humaine et en même temps, c'est beaucoup plus rentable », a déclaré Ludovic Orban. Parallèlement, le ministre de l'agriculture a indiqué avoir effectué des études d'impact sur une autre variante de l'exportation, à savoir l'exportation de viande et de produits transformés, car il est économiquement désavantageux d'exporter des animaux vivants, des céréales. « Chaque année, le déficit commercial de la Roumanie augmente, un déficit qui se rapproche de la somme du montant offert comme subvention, en d'autres termes, nous exportons des subventions et nous devons changer ce paradigme », a déclaré Adrian Oros.

Troisième éleveur d'ovins au sein de l'Union européenne, la Roumanie a exporté ces deux dernières années deux millions de bêtes, notamment vers la Jordanie, la Libye et le Liban.

(Source : CAA à partir presse et CP ANSVSA)

Décembre 2019 – Carrefour : le Ministre de l'agriculture et l'Ambassadrice de France inaugure un nouveau magasin innovant

Le ministre de l'agriculture, l'Ambassadrice de France en Roumanie et le président de la Commission agricole de la chambre des députés ont inauguré un nouveau magasin Carrefour dans le nord de Bucarest qui concentrera tous les programmes nationaux de Carrefour : «crestem Romania Bio » pour la promotion de l'agriculture biologique, « Drag de Romania », produits roumains identifiés par une marque distributeur, « deschidem Vinul romaneste » qui va promouvoir les vins roumains dans un bar à vins, un espace gastronomique avec des séances de cuisine en direct tous les jours. Le nouvel hypermarché comptera environ 200 employés. (Source CAA, Business-review)

**Décembre 2019 – L'ANSVSA promeut une utilisation raisonnée des antibiotiques**

Le nouveau président de l'ANSVSA (agence nationale de sécurité sanitaire et vétérinaire) a indiqué lors d'une conférence internationale sur une « stratégie commune de recherche et d'innovation au niveau mondial pour le contrôle de la résistance aux agents antimicrobiens » vouloir promouvoir une utilisation raisonnée des antibiotiques afin d'éviter l'apparition de résistance des maladies. L'événement était organisé par l'Institut national pour le développement médico-militaire Cantacuzino et JPIAMR - le programme de l'Union européenne pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens. Selon les données fournies par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC, l'organe de l'Union européenne qui surveille le phénomène de la résistance aux antibiotiques au sein de la population humaine), la Roumanie occupe la troisième place en Europe en termes de consommation injustifiée d'antibiotiques à usage humain, cela est également montré dans les domaines de l'ANSVSA. (Source : [Agerpres](#))

Décembre 2019 – Agriculture : herbicides, pesticides les plus utilisés en Roumanie en 2018

Les herbicides étaient les pesticides les plus fréquemment utilisés pour la protection des végétaux en Roumanie en 2018, à la fois sous forme solide (52,5%) et sous forme liquide (52,7%), selon les données de l'Institut national de la statistique (INS) sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture en 2018. Parmi les produits phytopharmaceutiques utilisés sous forme solide, les fongicides représentent la part la plus élevée du total des produits phytopharmaceutiques utilisés (71,1%), suivis des insecticides (13,9%) et des herbicides (10,7%). (Source : Act media)

Janvier 2020 – Deux foyers liés de grippe aviaire hautement pathogène(H5N8) en Roumanie

Les 14 et 17 janvier ont été confirmés respectivement deux foyers de grippe aviaire sur deux fermes appartenant à la même plateforme et partageant le même système de transport des déjections. Les mesures d'abattage et de restriction ont été prises.

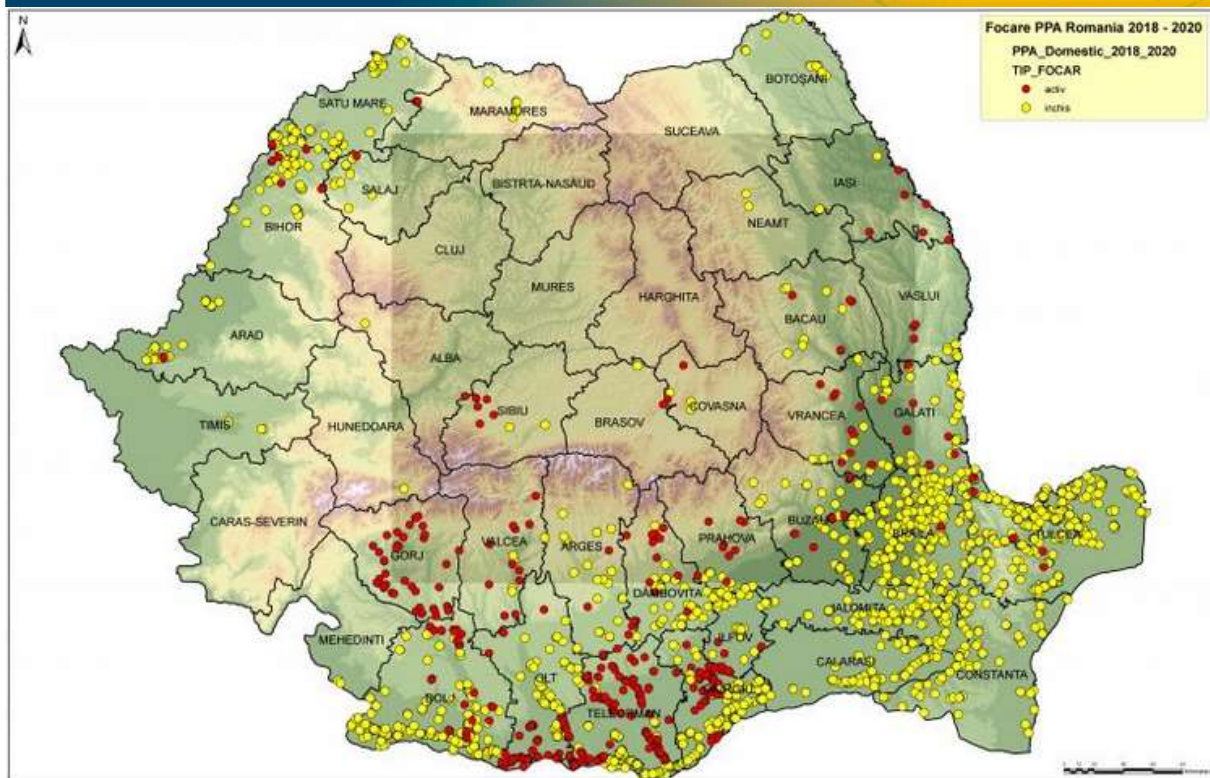
L'ANSVSA a également communiqué suite à la découverte d'un foyer en Hongrie qui avait livré 3336kg de viande de dinde, potentiellement contaminée qui se trouverait déjà distribuée dans 26 départements. Seuls 38kg ont pour le moment été détruits officiellement par les autorités. (Source : ANSVSA)

Février 2020 - Peste porcine africaine (PPA) : actualisation sur l'épidémie

La PPA est apparue en 2017 en Roumanie à l'ouest du pays mais a connu une forte expansion depuis le mois de juin 2018 quand un nouveau foyer est apparu à l'Est (Ukraine) dans le delta du Danube.

Le dernier bilan donné par l'ANSVSA date **du 25 février 2020**. Il fait état de **532 foyers contre 619 (-14%)** foyers le mois précédent (dont encore 4 exploitations commerciales -3) et 3 119 cas chez les sangliers (en augmentation).

Au total, depuis le début de l'épidémie 578 429 porcs ont été abattus. 25 départements sur 42 sont touchés (-1) : 241 communes sont affectées (-26). Au total 2347 foyers ont été éteints soit 151 de plus qu'au mois précédent. A cette date, ce sont 14 829 propriétaires qui ont été dédommagés pour 403.6 M de RON (soit environ 85 M €). (Source : [ANSVSA](#))



Rouge : foyers actifs / jaune : foyers éteints

Nouvelle stratégie de lutte contre la PPA

Le nouveau directeur de l'ANSVA, **Robert Chioveanu**, a annoncé fin décembre préparer un nouveau plan de lutte de court, moyen et long terme contre la PPA qui devra associer l'ensemble de la filière mais également les ministères de l'intérieur et de l'environnement.

L'objectif n'est plus ni la prévention ni l'éradication mais le contrôle de la maladie. Le premier pas sera la création de deux zones blanches pilotes autour de deux grands ensembles d'élevage commercial avec un objectif de déploiement et d'éradication à 5 ans.

(Sources : profitul agricol)

Autorisation dérogatoire sur les NNI

Après plusieurs rencontres au mois de décembre, le ministère de l'agriculture a accordé l'autorisation en cas d'urgence l'utilisation de produits à base de néonicotinoïdes dans le traitement des **semences de maïs**, ainsi que l'utilisation d'urgence de **semences de betteraves** sucrières traitées avec un produit de protection à base de néonicotinoïdes.

Le ministre Oros et le secrétaire d'État Emil Dumitru avaient réuni apiculteurs et producteurs (maïs principalement) pour une discussion qui a été animée, les apiculteurs critiquant la dérogation accordée depuis 6 ans, et les représentants professionnels indiquant que cette dérogation était due à la présence du *Tanymecus Dilaticollis* de manière endémique dans la région. Le ministère a également communiqué que sur la période 2008-2018, les autorisations temporaires délivrées par la Roumanie représentent environ 1,3% du nombre total d'autorisations temporaires accordées dans l'Union européenne.

Les périodes de ces autorisations temporaires sont : du 20 janvier au 1er mai 2020 pour la transformation et l'utilisation des semences de maïs et du 20 janvier au 18 mai pour l'utilisation des semences traitées à la betterave sucrière.

La décision MADR fait suite aux demandes de l'Association des producteurs de maïs de Roumanie, de la Fédération nationale de PRO AGRO et de la Fédération des producteurs de betteraves sucrières de Roumanie, dans le contexte des éléments suivants :



- À l'heure actuelle, il n'existe en Roumanie aucune autre alternative viable pour le traitement des semences de maïs qui empêcherait les pertes de production dues aux attaques des parasites du sol "Tanymericus dilaticollis" et "Agriotes spp.", affectant des superficies de plus de 2 millions d'hectares, avec tendances d'extension, avec des densités très élevées par mètre carré et qui ne peuvent pas être combattues par des traitements pendant la période de végétation.
 - Pour la betterave sucrière, il n'existe pas d'alternative au traitement des semences contre les ravageurs "Bothynoderes punctiventris", "Chaectonema tibiali", "Tanymericus dilaticollis" et "Agriotes spp." d'environ 35% à 38%, avec le risque d'abandon de la culture par les agriculteurs.
- En conclusion, le ministère considère qu'étant donné le potentiel d'attaque élevé des ravageurs du sol et considérant qu'il n'y a pas de solutions pour maintenir la compétitivité des exploitations agricoles roumaines, jusqu'à ce que des alternatives chimiques soient identifiées, il est impératif d'utiliser des semences traitées dans les zones et sur les surfaces où sans une telle solution pourrait être compromise par les cultures de maïs et de betterave sucrière.
- Étant donné que le tournesol est l'une des principales cultures pour le miel et compte tenu de l'importance du secteur apicole en Roumanie, MADR n'accordera pas cette année l'autorisation d'utilisation en cas d'urgence des produits phytopharmaceutiques à base de néonicotinoïdes pour le traitement des graines de tournesol. (Source : MADR)

Février 2020 – Vers une réouverture des foires aux animaux ?

La question des foires aux animaux est débattue depuis quelques années par les agriculteurs, dont beaucoup espèrent la levée de l'interdiction. Le responsable de l'ANSVSA, Robert Chioveanu, a annoncé qu'en raison du risque représenté la Peste Porcine Africaine, il ne serait pas possible de rouvrir les foires de vente de porcs. Cependant, la porte est ouverte pour les foires ovines et bovines. (Source : [Agro TV](#))

Février 2020 – L'ANSVSA affirme « qu'aucune viande virale » de Chine n'a été importée

Si plusieurs publications ont affirmé que la viande mettait en danger la santé des consommateurs dans 26 comtés roumains, l'ANSVSA a publié un communiqué pour affirmer que ces viandes ne provenaient pas de Chine, mais qu'il s'agissait d'une réinterprétation d'un de leur communiqué sur l'importation de poulets hongrois alors que la grippe aviaire s'y est développée. L'ANSVSA a apporté une clarification sur le fait qu'aucun produit avicole n'était importé de Chine. (Source : [Agrointel](#))

Février 2020 – Des hauts et des bas sur les prix agricoles

Les prix de référence sur lesquels seront calculées les taxes sur les revenus agricoles et de location ont été présentés par les conseils de département. Les prix sont centralisés par l'Agence Nationale pour l'Administration Fiscale (ANAF). Les prix varient selon les comtés : du simple au double entre la Moldavie et le Banat sur la plupart des produits agricoles (chou, pomme de terre, oignons, haricots, pommes).

La carte des prix agricoles est corrélées au pouvoir d'achat de la population et inversement proportionnelle à la structure des capacités de productions locales. Les prix les plus importants sont dans les grandes villes, alors que les prix les plus faibles sont constatés dans les régions à faible revenus. Par exemple, les pommes de terre valent 3 à 5 lei/kg à Bucarest et Brasov, mais moins de 2 lei/kg à Iasi et Cluj. Il en est de même pour le chou (1,2 à 2 lei/kg contre 1,5 lei/kg).

Les céréales coûtent globalement un peu moins cher que l'année précédente. L'année dernière, les prix alimentaires mondiaux avaient fortement augmenté, atteignant leur niveau le plus haut depuis 5 ans, notamment pour les huiles végétales, le sucre, les produits laitiers, et les céréales. (Source : [Jurnalul](#))

3. Actualités filières et investissements

**Octobre 2019 – Festival du vin et de la gastronomie roumaine**

Le festival du vin et de la gastronomie roumaine, organisé par la Chambre du Commerce de l'Industrie, de la Navigation et de l'Agriculture, s'est tenu à Constanta en début de mois d'octobre. L'événement a rassemblé producteurs de vins, de produits alimentaires et divers artisans dans le but de promouvoir les traditions culinaires roumaines tout en proposant des dégustations et l'achat des produits exposés. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – La saucisse de Plescoi et le Telemeaua : deux nouvelles IGP

La saucisse de Plescoi, saucisse à base de viande de bœuf, chèvre, et mouton mélangées avec différentes épices, est devenue suite à l'accord de la commission européenne le 5^{ème} produit d'Indication Géographique Protégée (IGP) roumain. Celle-ci a été suivie de peu par une nouvelle autorisation de labélisation IGP (6^{ème}) de la commission européenne pour le fromage Telemea de Sibiu, fromage à pâte semi dure produit à base de lait de brebis dont la période de maturation est de 21 jours au minimum. Une vingtaine de nouveaux produits ont été identifiés pour une éventuelle inscription au niveau européen. Il n'existe en revanche qu'une Appellation d'Origine Protégée (AOP) en Roumanie : la feta d'Ibanesti. (Source : ACTmedia, [Agerpres](#), [Agerpres](#))

Octobre 2019 – Bonnes récoltes pour le blé et l'orge, moins pour le colza

D'après les données du Ministère de l'agriculture (MADR) la production de blé en 2019 a atteint légèrement plus de 10 M de tonnes soit -0,8% comparé à 2018. Le rendement moyen se situe à 48 quintaux/ha alors que 2,1M d'hectares ont été semés en blé. En ce qui concerne la récolte d'orge, la production est de 1,4M de tonnes (légèrement plus qu'en 2018) pour un rendement moyen de 50 quintaux/ha et ce sur une surface de 280 000 hectares. En revanche, les premières estimations concernant le colza font état d'une mauvaise année. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – Accord entre Agricost et EximBank pour un financement de 28,8M €

La société propriétaire de la ferme de Braila Agricost SA, détenue par le groupe des Emirats Arabes Unis (EAU) Al Dahra, et EximBank, banque d'import-export de Roumanie dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire, ont conclu un accord de financement à hauteur de 28,8M €. Ce financement permettra à Agricost d'investir dans de nouveaux équipements (déshydratation luzerne) ainsi que dans du matériel d'irrigation, a expliqué un représentant d'EximBank. La ferme de Braila cultive une majorité de grandes cultures et compte plus de 56 000 ha faisant d'elle la plus grande exploitation de l'UE. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – Rachat de Good People par Unilever

Le groupe Anglais Unilever spécialisé en agroalimentaire est devenu actionnaire à hauteur de 75% de l'entreprise Roumaine Good People propriétaire entre autre de la marque porteuse FruFru. Le montant de l'opération n'a pas été révélé. Le fondateur de Good People, Mihai Simiuc, restera propriétaire à 25% et conservera son poste de directeur général au sein de l'entreprise. En 2018, Good People a généré un Chiffre d'Affaires (CA) de plus de 7,2 M€ pour un profit de près de 180 000 €. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – Inauguration du plus grand silo de Méditerranée et mer Noire à Constanta

Le plus grand silo de la mer Noire et de la Méditerranée situé dans le port de Constanta a été inauguré courant du mois d'octobre moyennant un investissement de 50 M€. Le silo d'une capacité de **200 000 tonnes** appartient à l'opérateur portuaire Comvex détenteur d'un terminal du port, groupe lui-même détenu en majorité par l'homme d'affaire Corneliu Idu présent lors de l'inauguration. Le premier cargo chargé en graines de tournesol stockées dans le nouveau silo est parti du terminal en question une semaine après l'inauguration et ce, en direction des huileries de Cargill. Comvex est l'un des seuls opérateurs portuaires indépendants de Roumanie. (Source : [Agrointel](#))

Octobre 2019 – Augmentation des importations de tomates

Malgré une diminution importante des importations de tomates entre 2016 et 2017 (-22%) permise par la mise en place d'un programme de soutien financier destiné aux producteurs de tomates, la quantité d'importations a de nouveau augmenté entre 2017 et 2018 (+15%) pour atteindre 36 780 tonnes, le programme étant lui, toujours en place. Après les élections de 2016 un soutien financier de 3000 €



destiné aux producteurs de tomates en serres a été mis en place dans le but de promouvoir la production et donc réduire les importations ayant un poids non négligeable dans la balance commerciale. Entre 2016 et 2018 l'aide financière a en partie permis de diminuer les importations de plus de 4 000 tonnes. Le nombre exact de bénéficiaires du programme reste inconnu. (Source : [G4media](#))

Octobre 2019 – Auchan Roumanie lance des points de collecte d'huile alimentaire utilisée

Le géant de la distribution Auchan Roumanie a mis en place des points de collecte d'huiles alimentaires usées dans ses 33 magasins a déclaré un représentant du groupe. Ce projet est la suite d'une première initiative fructueuse réalisée dans deux magasins de Bucarest et ayant permis de récupérer près de 150 litres en quatre mois à des fins de recyclage en biocarburants. Les clients rapportant de l'huile utilisée se doivent de la rapporter dans des récipients en plastique transparent d'au minimum un demi-litre et recevront en échange des bons d'achat pour de l'huile de tournesol, de l'eau plate ou encore du liquide vaisselle. D'après le distributeur, l'initiative fait suite à une étude mettant en avant la pollution liée à la présence d'huile dans les eaux usées : un litre d'huile pouvant amener à la pollution de plusieurs millions de litres d'eau. (Source : [Agerpres](#))

Octobre 2019 – Le conseil de la concurrence étudie la fusion acquisition de groupes spécialisés en transformation de viande

Le conseil de la concurrence roumain a annoncé dans un communiqué étudier le rachat des entreprises allemandes spécialisée en transformation de viande H&E Reinert Holding, H.Kemper et PFC Pro Food Company par les groupes allemands Hans-Erwald Reinert et Wolfgang Kuhn eux aussi spécialisés en transformation de viande. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – Les entreprises du secteur agricole voient leur chiffre d'affaires à la hausse

D'après Roxana Popescu, directrice générale de la société de conseil roumain KeysFin, le chiffre d'affaires des entreprises « locales » spécialisées en agriculture devrait augmenter **de plus de 500 M€ en 2019**, contribuant ainsi à faire de l'agriculture un secteur clé dans l'économie roumaine. L'estimation se baserait en partie sur les investissements réalisés dans les nouvelles technologies appliqués à l'agriculture. Toujours d'après la société KeysFin, le chiffre d'affaires de toutes les entreprises locales réunies a atteint 9,1 Mds € en 2018 dont 1,4 Mds € réalisé par les 10 plus grosses entreprises. La structure ayant réalisé le plus gros chiffre d'affaires est l'Agence Nationale Forestière Etatique Romsilva avec près de 486 M€ suivi de loin par Smithfield Romanian (société appartenant au groupe américain Smithfield propriétaire de fermes porcines et céréalières) et ses 183,5 M€ de chiffre d'affaires.

Pour ce qui est de l'ensemble des entreprises, soit 23 500, celles-ci ont enregistrées en 2018 et pour 58% d'entre elles des bénéfices. Bien que le profit des entreprises soit à la baisse (-14%) comparé à 2017, le nombre d'entreprises déclarant faillite a lui aussi diminué (-18%) ce qui est perçu comme un signe de stabilisation du secteur. La société de conseil s'inquiète néanmoins de la **baisse constante de main d'œuvre disponible** (-7,4% entre 2017 et 2018) amenant à **une augmentation rapide des salaires (+74% en 5 ans)** qui pourrait à terme heurter la compétitivité des entreprises du secteur. (Source : [Business Review](#))

Octobre 2019 – Le président Klaus Iohannis renvoie une loi d'aide Etatique aux éleveurs de buffle au parlement pour réexamen

Suite à la validation par le parlement d'une loi instaurant un régime d'aide d'Etat pour les éleveurs de buffles, le président Klaus Iohannis a renvoyé au parlement la loi en question pour réexamen afin de tenir compte de certains points. D'après le chef d'Etat, le programme d'aide doté d'un budget de 30 M€ alimenté par le Ministère de l'agriculture (MADR) manque de clarté, de prévisibilité et doit être notifié à la commission européenne avant sa mise en application. Un régime d'aides Etatique jugé illégal par la commission européenne pourrait amener à une procédure d'infraction lancé à l'encontre de la Roumanie. (Source : [Agerpres](#))

Octobre 2019 – Tenue de la 1^{ère} Journée Nationale de la Gastronomie et du Vin

A la suite d'une initiative de chefs roumains, le parlement a adopté en mars dernier la loi créant le Jour National de la Gastronomie et du Vin le premier dimanche d'octobre. La journée a donc été célébrée



pour la première fois cette année en Roumanie. Cette journée permet ainsi de célébrer la culture roumaine, son terroir et ses spécialités alimentaires qui donnent, d'après Cezar Ioan, éditeur à Vinul.ro, à la Roumanie son identité. On voit de plus en plus apparaître une génération de chefs mêlant cuisine traditionnelle à nouveautés et influences externes. Cette génération est à l'origine de cette journée dédiée au patrimoine gustatif. (Source : ACTmedia)

Octobre 2019 – Pavillon français au salon international de l'agriculture de Bucarest

Le pavillon français du salon INDAGRA, salon international de l'agriculture de Bucarest, a été inauguré par Son Excellence Madame l'Ambassadrice Michèle Ramis. Il a concentré 19 entreprises françaises de tous types de secteurs : du stockage des céréales en passant par la certification, l'agriculture de précision, la nutrition animale, l'industrie agroalimentaire, les pesticides, les banques, la génétique et les associations. Le salon en lui-même a comporté plus de 250 entreprises sur une surface de plus de 15 000 m². Au cours du salon, le secrétaire d'Etat Daniel Botanoiu a remercié la France et les entreprises françaises pour leur collaboration avec le secteur agricole roumain tout en ajoutant que la Roumanie compte sur le soutien de la France dont les secteurs de l'innovation et la recherche sont parmi les plus avancés et sont un modèle pour la Roumanie (Source : ACTmedia, [MADR](#))

Novembre 2019 – Besoin d'un plan de modernisation de l'agriculture roumaine

A l'occasion d'un panel sur l'investissement dans le secteur agricole, **Florian Ciolacu**, Directeur Exécutif du Club des Fermiers Roumains pour une Agriculture Performante, a déclaré que l'agriculture roumaine est toujours divisée en de nombreuses petites exploitations bien moins performantes que ne le sont les exploitations « modernes ». Il a ainsi appelé les autorités à concevoir un plan d'action sur plusieurs années afin de moderniser et restructurer le secteur. Il a ensuite présenté les estimations calculées par le Club selon lesquelles une **diminution des revenus des agriculteurs de près de 14% d'ici 2022** aller s'opérer suite à la baisse prévue des subventions européennes. (Source : [Business Review](#))

Novembre 2019 – Le directeur de la CCIR encourage les entreprises turques à s'implanter en Roumanie pour bénéficier des avantages de l'UE

Dans un message destiné aux hommes d'affaires turcs présent au Turkish Business Forum, le directeur de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCIR) Mihai Daraban a mis en avant l'intérêt pour des citoyens turcs d'implanter leurs entreprises en Roumanie. En effet, les entreprises enregistrées en Roumanie peuvent bénéficier de tous les avantages liés à l'UE et ce même si 100% du capital est détenu par des étrangers : acheter des terres agricoles puis bénéficier d'aides de la PAC est un exemple cité par M. Daraban. La Turquie est le premier partenaire commercial de la Roumanie hors pays de l'UE. (Source : ACTmedia)

Décembre 2019 – Eco-romania promeut le tourisme rural et écologique sur Youtube

Eco-Romania a lancé une campagne de promotion des plus belles destinations écotouristiques de Roumanie [Youtube](#). "Pendant sept semaines, chaque semaine, des films seront présentés sur les destinations Tara Hategului - Retezat, Tinutul Zimbrului, Eco Maramures, Baile Tusnad et ses environs, Tara Dornelor, Craiului Forest, Transylvania's Hills. Ce réseau écotouristique compte plus de 180 maisons d'hôtes, plus de 1700 kilomètres de randonnées pédestres, cyclistes et thématiques. (Source : Act media)

Décembre 2019 – Holzindustrie Schweighofer change de nom et devient HS Timber Group

Faisant partie du groupe Schweighofer, la société autrichienne de bois est active en Roumanie depuis 2002 sur trois scieries, une usine de panneaux qui porteront désormais le nom de HS Timber Productions, tandis qu'une autre usine de panneaux à Comanesti, en Roumanie, fonctionnera sous le nom des panneaux HS Baco. La raison de ce changement est de rendre le plus accessible pour les non-germanophones. En Roumanie, l'entreprise s'est développée entre 2003 et 2015. Le site de Comanesti est le plus grand de son type dans le monde. Depuis 2007, Schweighofer exploite également un hôtel 4



étoiles. La société emploie environ 3000 personnes rien qu'en Roumanie et a déclaré en 2018 un chiffre d'affaires de 374 millions d'euros et un bénéfice de 7,2 millions d'euros. Par ailleurs, Holzindustrie Schweighofer est pris dans une controverse, étant accusée d'utiliser du bois coupé illégalement. Des détaillants tels que Leroy Merlin, Hornbach ou Brico Depot Romania ont annoncé qu'ils réduiraient ou cesseraient complètement de s'approvisionner en bois auprès de Holzindustrie Schweighofer. Le groupe a depuis publié des déclarations indiquant qu'il avait décidé de lutter contre l'exploitation forestière illégale et d'adopter un plan durable pour l'industrie du bois. Il a également mis en œuvre Timflow, un système qui suit les transports de bois par GPS, de la zone de chargement jusqu'aux installations de traitement. (Source : [Business-review](#))

Décembre 2019 – Lorraine Romania (belge) investit 12,5 millions d'euros dans une nouvelle ligne de production dans son usine en Roumanie

La Lorraine, la plus grande boulangerie et pâtisserie précuite de Roumanie, a investi 12,5 millions d'euros dans son site de Campia Turzii pour une nouvelle ligne de production pour le marché interne et export (Serbie, Bulgarie, Hongrie et Grèce). Cette usine conserve sa place parmi les plus modernes du continent. Cette cinquième ligne sera dédiée au pain rustique de haute qualité, composé d'ingrédients nutritifs, elle sera complètement automatisée avec une capacité de 160 000 produits par jour. 60 emplois seront créés d'ici la fin 2020.

Lorraine Roumanie est l'un des principaux fournisseurs de produits précuits sur le marché roumain : en 2018, 36 000 tonnes de produits de boulangerie précuits et de pâtisserie surgelés ont été fabriqués dans l'usine de Câmpia Turzii. 30 000 tonnes ont atteint le marché intérieur et 6 000 tonnes ont été exportées. Tous les produits obtenus dans l'usine de La Lorraine sont fabriqués à partir de farine et d'autres matières premières roumaines de la plus haute qualité. La Lorraine Romania est devenue cette année officiellement fournisseur de la Maison Royale de Roumanie. (Source : [business review](#))

Décembre 2019 – Coface: Secteur de la fabrication de produits laitiers et fromagers - Évolution négative des revenus en 2018

Une étude réalisée par la Coface montre une évolution négative des revenus de la filière en 2018. L'étude a agrégé les données de 448 entreprises qui ont soumis leur situation financière pour 2018 et généré un chiffre d'affaires consolidé de 3,8 milliards de RON. Le poids de la part de marché cumulée détenue par les 10 principaux acteurs est de 58%, ce qui indique un degré élevé de concentration.

On note une augmentation de la rentabilité du secteur de 3,3% en 2017 à 4,3% en 2018 plus de la moitié des entreprises (57%) ont enregistré une augmentation du résultat net.

A l'inverse, on observe une évolution négative du chiffre d'affaires, baisse d'environ 18% par rapport à 2017. Le niveau d'endettement de 55% dans le secteur est en baisse par rapport aux années précédentes (62% en 2017).

Seul 1 litre sur près de 4 obtenus est livré aux transformateurs de lait, contexte dans lequel bien que la Roumanie soit classée 10e dans l'UE en tant que production de lait cru, elle n'est que 20e en termes de lait envoyé pour la transformation. Cet aspect est déterminé par le faible prix d'achat, mais aussi par la concurrence des produits importés moins chers. Dans le même temps, le prix du lait en magasin est 5 fois plus élevé que le prix d'achat, ce qui est justifié par les transformateurs à travers les frais de transport (frais de carburant, accises, vignettes, mauvaises infrastructures, etc.).

En conclusion, l'étude considère que le paysan roumain est orienté vers l'autogestion, et lorsqu'il vend la production laitière, il reçoit un prix extrêmement bas par rapport au prix final de l'étagère. Cela montre un besoin urgent d'investissements dans les infrastructures routières et logistiques, afin de réduire le coût du transfert des produits sur le flux de production - distribution - détail. (Source: Act media)

Février 2020 – Le demi lourd roumain, un des chevaux les plus forts du monde

Le demi lourd roumain est un cheval adapté aux travaux agricoles et forestiers grâce à ses qualités physiques. Il s'agit d'une des races les plus fortes du monde. Celle-ci a été créée à partir du croisement de 3 races il y a près de 40 ans (race de traction la plus ancienne en Europe) à Rusetu herghelia, dans le



comté de Buzau. Il s'agit d'un cheval très docile et résistant au stress dans des conditions climatiques extrêmes. Il est capable de tracter jusqu'à 10 tonnes. Le haras de Rusetu hergelia compte une centaine de juments et d'étalons. Lorsque les chevaux ont trois ans, ils entrent dans un programme d'entraînement. Il existe 200 chevaux pure race demi lourd, qui coûtent 10 000 à 12 000 lei (2 000 à 2 500 €). Le prix est légèrement inférieur pour des chevaux à patrimoine génétique moindre. (Source : Adevarul)

Février 2020 – Importants dégâts dans les forêts, causés par des événements climatiques extrêmes

Des phénomènes météorologiques extrêmes au début du moins ont entraîné des dommages sur 98 000 hectares de forêts domaniales gérées par l'office national Romsilva. Le volume d'arbres abattus par le vent s'élève à 748 000 m³, d'après les premières estimations. Les pertes les plus importantes ont été enregistrées dans les départements de Mures (12 590 ha, 208 000 m³), d'Arges (4 057 ha, 152 000 m³), et de Prahova (10 165 ha, 145 000 m³). Des pertes importantes sont également survenues à Bacau, Covasna, Harghita, Maramures, Neamt et Suceava. Les autres forêts gérées par Romsilva ont enregistré des pertes de 253 000 m³ sur 19 524 ha.

Romsilva gère 3,13 M ha de forêts appartenant à l'Etat, soit 48% du total du territoire forestier, et fournit des services à 1 M ha de forêts sous d'autres formes de propriétés. (Source : Agro TV)

Février 2020 – Deuxième édition du programme de Carrefour « Nous développons le bio roumain ! »

Carrefour Roumanie lance la deuxième édition du programme « Nous développons le bio roumain ! », qui s'adresse à tous les agriculteurs souhaitant se convertir à l'agriculture biologique, quelle que soit les caractéristiques leur exploitation. La première édition avait rassemblé 75 agriculteurs éligibles. Leurs produits seront disponibles à Carrefour à partir de juin, portant la mention « en conversion au bio ». Pour cette deuxième édition, les contrats liant Carrefour et les agriculteurs s'étendront sur les trois années de transition, et les deux années qui suivent la certification. Les coûts de certification sont pris en charge par Carrefour pendant la période de conversion. Carrefour apporte également son expertise aux agriculteurs du programme, en partenariat avec Ecocert. La Roumanie compte actuellement 364 000 ha cultivés en agriculture biologique (2% de la SAU, un taux des plus faible de l'UE), pour 10 000 agriculteurs. Le marché roumain a atteint 20 M € en 2018, avec une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente. (Source : [Agerpres](#))

Février 2020 – Prévisions de sécheresse pour l'été à venir

Les météorologues ont annoncé des températures supérieures à 50°C pour l'été à venir. 2019 avait déjà été l'année la plus chaude depuis l'histoire des mesures météorologiques, mais il semblera que l'année 2020 battra le record. Les météorologues du National Weather Service annoncent que les températures grimperont sur les 30 prochaines années, et qu'on peut s'attendre à ce que les journées d'hiver soient transformées en journée de printemps. L'ouest et le sud du pays seront les plus touchés par la sécheresse. Janvier 2020 a été le mois de janvier le plus chaud depuis 141 ans. (Source : [Adevarul](#))

Mars 2020 – Profit d'Agricover Crédit IFN en augmentation de 21% en 2019

Agricover Crédit IFN a enregistré un profit net de 40,2 M RON (8,4 M€) en 2019, en augmentation de 21% par rapport à 2018. Le montant des crédits accordés s'élèvent à 1,88 Mds RON (391 M€), en augmentation de 16%. (Source : ActMedia)

Mars 2020 – Profit du viticulteur Purcari en augmentation de 18% en 2019

Les profits nets du producteur de vin Purcari, l'un des plus gros en Europe centrale et de l'Est se sont élevés à 199 M RON (42 M€) en 2019, soit 18% de plus qu'en 2018. L'entreprise souhaiterait avoir de nouveau une croissance comprise entre 16 et 20% cette année. Le groupe gère 1 400 ha de vignoble et 4 sites de production en Roumanie et en Moldavie. (Source : ActMedia)



Calendrier des événements agricoles et agroalimentaires en Roumanie

14 février – Bucarest – Vision Coop 2020 – L’avenir de l’agriculture roumaine est la coopération, par Egis Romania

12 mars – Bucarest – Forum des Cultures Horticoles, organisé par Corteva Agriscience.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Bucarest

Responsable de la publication : Michel CYWINSKI

Service Économique de Bucarest
Adresse : 13-15, rue biserica Amzei

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Claire Ortega et Marie-Luce GHIB

Version mars 2020